



Pour une nouvelle politique entre la France et l'Afrique

Les propositions du Front de gauche

**FRONT
DE GAUCHE**

WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR

Sommaire

INTRODUCTION	3
Un ordre néolibéral destructeur	3
Un continent sous ajustement	3
Des désastres économiques, écologiques, politiques et sociaux	3
En finir avec le néo-colonialisme et la « Françafrique »	4
Construire un véritable partenariat	4
Mener une politique de paix et de solidarité	4
1 – PLACE AUX PEUPLES	5
En finir avec le soutien aux dictatures	5
Redéfinir une coopération à l'écoute	5
Revoir les conditions de l'aide publique au développement (APD)	6
2 – UN DEVELOPPEMENT SOCIALEMENT UTILE ET ECOLOGIQUEMENT DURABLE	6
Soutenir le développement d'une agriculture paysanne auto-centrée	6
Respecter la souveraineté agricole des pays africains	6
Agir contre la prédation des terres	7
Favoriser l'appropriation collective des richesses et des biens communs africains par les Africain-e-s	7
Co-inventer un nouveau modèle de développement avec les peuples africains	8
Exiger et contrôler la transparence des pratiques des grandes entreprises françaises en Afrique	8
3 – CHANGER LE COURS DE LA MONDIALISATION ET SORTIR DU LIBERALISME	9
Rendre aux pays africains l'autonomie de gestion de leur monnaie	9
Créer un rapport de force avec les structures internationales qui pillent l'Afrique	9
Appuyer les dynamiques de renforcement régional et continental	9
Audit et annulation de la dette	9
4 – L'EMANCIPATION HUMAINE	10
L'immigration n'est pas un problème pour la France !	10
Soutenir les politiques d'éducation et d'enseignement supérieur ; favoriser l'enrichissement réciproque de nos cultures	11
Regarder en face notre histoire	11
CONCLUSION	11

INTRODUCTION

50 ans après les décolonisations africaines les espoirs de développement et de construction de sociétés démocratiques, souveraines, solidaires et égalitaires n'ont pas été réalisés. La responsabilité historique du capitalisme européen est engagée, pour toutes les entraves qu'il a mis au développement de l'Afrique, de l'esclavagisme qui a déstructuré les sociétés africaines, jusqu'au colonialisme et aux politiques impérialistes qui ont organisé le pillage des ressources et formaté l'activité économique de l'Afrique pour les seuls besoins des entreprises multinationales. Les peuples n'ont pourtant pas dit leur dernier mot. De Dakar à Johannesburg en passant par Lagos, de grèves générales en mouvements populaires, ils témoignent de leurs aspirations et de leurs combats pour construire une autre Afrique et un autre monde. C'est dans cette dynamique que le Front de gauche entend changer radicalement la politique de la France avec l'Afrique.

Un ordre néolibéral destructeur

La domination idéologique du libéralisme et la domination des grandes puissances contre les pays du Sud ont engendré la marchandisation générale de toutes les activités humaines, y compris le corps lui-même, et de toutes les ressources de la planète. Désormais, aucun pays ne peut échapper à la mondialisation néolibérale. Tout s'y vend. Les forêts primaires sont dévastées pour ouvrir des routes vers l'exploitation des mines ou pour offrir des meubles exotiques bon marché dans les jardins occidentaux. Les entreprises ont délocalisé en masse leurs productions en fonction du coût salarial le plus faible. Fuyant les mesures environnementales prises dans les pays du Nord, les entreprises choisissent de produire au détriment de la santé des populations. Les marchés financiers ont pu organiser une fantastique économie de casino avec les conséquences que l'on connaît jusqu'à la dernière crise financière. Le capitalisme financier transnational ne porte pas seulement en lui les germes de conséquences sociales effrayantes (explosion des inégalités de richesse, appauvrissement des Etats, tensions géopolitiques), mais provoque également une crise écologique qui met aujourd'hui en péril l'avenir même de l'humanité.

Un continent sous ajustement

En Afrique, ces politiques ont été imposées et soutenues par la Banque mondiale et le FMI à partir des années 80 sous couvert « d'ajustement structurel ». Elles ont organisé la privatisation et le dépérissement des Etats, démantelé les barrières douanières, et confié l'exploitation des richesses aux multinationales étrangères. Elles ont ainsi privé les Etats de leurs instruments de souveraineté et de leurs possibilités de développer des politiques de développement endogène adaptées.

Ces politiques n'ont eu de cesse d'encourager l'active complicité d'une grande partie des « élites » dirigeantes, à la fois idéologiquement converties et financièrement corrompues. Nombre de gouvernements autoritaires et dictatoriaux ont ainsi bénéficié pendant très longtemps non seulement de la mansuétude mais du soutien actif des grandes puissances – au premier rang desquelles la France – qui s'assuraient ainsi la stabilité de leurs intérêts économiques et géostratégiques, au détriment des peuples.

Le constat est accablant : l'Afrique continue d'être exclue d'une partie des flux financiers internationaux et des investissements étrangers. Les conditions de vie stagnent depuis 10 ans, et diminuent même pour sa partie subsaharienne. La plupart des Etats ne parviennent pas à réduire leurs dettes, ni à offrir les services publics essentiels pour atteindre les objectifs du Millénaire : accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, etc.

Désastres économiques, écologiques, politiques et sociaux

Le continent africain dispose d'innombrables richesses, naturelles et minérales, en plus de la jeunesse de sa population et de sa vitalité démographique, mais n'est pas en mesure d'en tirer profit. Comme durant la période de colonisation, les ressources de l'Afrique continuent inexorablement d'être pillées par les multinationales étrangères. Après l'exploitation des richesses du sous-sol (minerais, gaz, pétrole) et le commerce des ressources naturelles (cultures, bois, etc.), ce sont désormais les meilleures terres agricoles qui font l'objet de tous les marchandages. L'accaparement des terres cultivables par des entreprises et Etats étrangers privent les paysans africains de leurs cultures. Le lobbying de Monsanto pour imposer ses

semences génétiquement modifiées aux paysans se développe, mettant en péril la souveraineté alimentaire. Et ce alors même que le réchauffement climatique représente une menace particulièrement importante pour l'Afrique : le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit ainsi l'accroissement des températures, la diminution des précipitations, la poursuite de l'avancée du désert et donc la baisse de fertilité des sols et de biodiversité dans certaines régions.

Les conséquences en termes sociaux et politiques sont catastrophiques. Le chômage et la précarité explosent. En milieu rural, les paysanneries qui constituent la grande majorité des emplois, ont été abandonnées au « libre » jeu des marchés et les structures d'appui ont été démantelées par les politiques d'ajustement. Depuis la crise mondiale, les avancées sociales et démocratiques gagnées suite à de nombreuses luttes, ont été remises en question. Seules les classes dominantes ayant des revenus conséquents tirés de la rente de situation profitent de leurs liens étroits avec le pouvoir.

Face à cette situation, le Front de gauche propose une inversion des priorités et s'engage pour mener une nouvelle politique de la France avec le continent africain.

Le Front de Gauche veut engager la France dans un processus de révolution citoyenne qui marquera une rupture avec le productivisme et rendra au peuple ses droits dans le cadre d'une société solidaire, ouverte et internationaliste. L'événement majeur que constituera l'accession au pouvoir d'un gouvernement du Front de Gauche en France permettra de mettre en œuvre conjointement des axes d'intervention avec les pays africains et ce dans le respect des souverainetés réciproques. Avec les « révolutions citoyennes » qui naissent sur le continent, et en soutenant les associations des sociétés civiles, les mouvements sociaux et partis progressistes qui résistent au libéralisme, nous aurons l'opportunité historique de donner un nouveau cours, tant en France que dans les pays africains, à un processus d'émancipation que nous pourrons bâtir en commun afin d'en finir avec la surexploitation économique et l'obstruction politique et déconstruire le multi-interventionnisme néo colonial.

En finir avec le néo-colonialisme et la « Françafrique »

La première des ruptures consiste à réintégrer la politique entre la France et les pays africains dans le cadre normal de la politique internationale de la France : fin du « domaine privé » du Président de la République, débat et vote au Parlement des orientations stratégiques et de la mise en œuvre de cette politique. La deuxième rupture est le choix délibéré de contribuer au développement des pays africains plutôt que de renforcer par notre présence militaire le maintien au pouvoir de dictateurs à la solde de l'impérialisme français. La troisième rupture est celle de la non-ingérence et du respect des identités et des cultures : nous ne chercherons pas à imposer notre conception de la démocratie et du fonctionnement de la société mais nous soutiendrons toute innovation progressiste visant l'émancipation humaine.

Construire un véritable partenariat

La France s'engagera dans un partenariat d'égal à égal avec les pays africains : appui à la définition d'un modèle de développement centré sur le social et l'écologique, à la redéfinition d'un modèle démocratique réel et des conditions concrètes du fonctionnement démocratique, et à la création d'un marché africain protégé permettant un développement auto-centré et des échanges équilibrés avec le marché mondial. Nous participerons au transfert de technologie et aiderons au développement d'une industrie de transformation sur place à partir des ressources agricoles et minières, pour sortir de l'économie de rente et de pillage, et de la dépendance aux exportations de productions industrielles des pays du Nord.

Mener une politique de paix et de solidarité

Nous soutiendrons les programmes de paix et nous opposerons à la militarisation des relations internationales et aux dépenses de surarmement. Nous mènerons une politique étrangère qui fera de la France un acteur solidaire et pacifique.

Les propositions du Front de gauche

1 – PLACE AUX PEUPLES

★ En finir avec le soutien aux dictatures

La France cessera d'apporter son soutien aux dictateurs africains et de cautionner des scrutins frauduleux. Nos efforts porteront sur le soutien aux mouvements démocratiques et populaires ainsi qu'aux hommes et femmes politiques réfugié-e-s en France à cause des dictatures.

Les missions d'observation des scrutins et les projets d'appui aux processus électoraux devront être mis en œuvre, à la demande des forces progressistes concernées, par des organismes internationaux multilatéraux (ONU, Union africaine), avec la participation d'organisations de défense des droits démocratiques, à commencer celles qui sont actives en Afrique.

Nous mènerons une politique de dénonciation et de lutte contre les biens mal acquis par les dictateurs et leurs familles sur le sol français. Les pratiques de corruption dans les affaires commerciales et le financement de la vie politique française seront également bannies.

Les accords de défense et leurs clauses secrètes – qui ont pour objectif réel de contrôler les mouvements populaires et leurs luttes sociales – seront dénoncés.

La France n'acceptera plus que ses bases militaires permanentes en Afrique soient un instrument au service du pillage des ressources naturelles par les grandes entreprises françaises, du financement des dictatures en place et du développement du clientélisme et de la corruption. Elles seront donc supprimées.

Nous mènerons une action active dans les instances internationales pour appuyer les pays africains dans leurs revendications à ne plus connaître d'occupations militaires de puissances étrangères. Tous les accords militaires et de coopération militaire seront remis en cause et soumis au

contrôle démocratique et aux décisions du Parlement.

Nous chercherons des alliances et partenariats fondés sur des relations d'égalité et de respect mutuel, bannissant les rapports de domination, pour la paix et pour les conditions d'une sécurité collective, par le désarmement et le règlement politique des conflits.

Nous contribuerons activement à la mise en œuvre au niveau de l'ONU du traité international sur le commerce des armes, l'élimination des trafics illicites, l'interdiction de production de toute arme apparentée aux mines anti-personnel. Dans un premier temps, la France instituera un contrôle parlementaire sur ses propres exportations d'armes dans le cadre de l'objectif de démilitarisation des rapports internationaux.

Aucune politique sociale, aucune politique de souveraineté nationale, aucune politique de service public, aucune ré-appropriation des richesses nationales ne peut se faire sans remise en place d'Etats représentant les aspirations des peuples et d'administrations disposant de moyens pour assurer l'intérêt général, l'égalité des citoyen-ne-s, la continuité et la neutralité du service public. La France appuiera les initiatives visant à renforcer les Etats, assis sur les structures démocratiques et sociales des pays et tenant compte de l'organisation sociale et des solidarités existantes.

Les femmes africaines jouent d'ores et déjà un rôle essentiel pour faire bouger la société (au niveau économique, social, politique...) et ce rôle sera entendu et reconnu.

Nous aiderons les pays africains à construire les bases de fonctionnement démocratique en soutenant la mise en œuvre de dispositifs électoraux transparents.

★ Redéfinir une coopération à l'écoute

La coopération avec les pays africains sera redéfinie en fonction de la volonté manifestée en commun de sortir du modèle productiviste d'exploitation et du déséquilibre des échanges. Les droits humains et la co-construction des projets de coopération avec les pays concernés seront au cœur de la nouvelle politique de coopération au développement. Une

loi de programmation et d'orientation pluriannuelle sera adoptée par le Parlement pour marquer cet engagement. Un équilibre entre coopération centralisée et coopération décentralisée sera recherché dans un souci d'efficacité et de pérennité des projets tout en respectant les formes d'organisation des pays concernés.

Cette coopération sera basée sur un dialogue notamment avec les organisations non-gouvernementales (ONG) et une recherche constante de solutions équilibrées qui s'inscriront

dans un cadre global de coordination de la coopération pour un pays donné. Elle sera toujours respectueuse des autorités locales et s'intégrera dans les plans de développement nationaux.

★ Revoir les conditions de l'aide publique au développement (APD)

En 40 ans de financements, l'aide publique au développement (APD) a plus induit le renforcement d'une exploitation prédatrice, la dépendance et la concussion que le développement. Elle a souvent servi de subvention et même de facteur de ré-endettement aux gouvernements « amis de la France » qui attribuaient les marchés aux entreprises françaises qui en profitaient, au lieu d'aider directement les peuples africains.

Avec le Front de gauche, la politique de coopération et l'APD seront sous contrôle démocratique du Parlement français et soumis aux parlements des pays destinataires de l'aide.

Le soutien aux grands, moyens et petits projets de développement sera repensé. Les grands projets relevant d'un autre mode de financement et regroupant au niveau régional plusieurs pays seront soutenus dans une dynamique de coopération et d'intégration.

Une attention particulière sera portée aux petits et moyens projets avec une intégration forte dans les dynamiques d'appropriation du développement. Ils seront placés sous contrôle d'instances politiques et

économiques locales ou provinciales avec une gouvernance renouvelée réservant leur place aux représentants des bénéficiaires du projet.

Une déclaration d'APD sincère et non pas artificiellement gonflée, est le préalable à une réelle volonté de progression de l'aide dont la logique de répartition pourra être définie en fonction des changements espérés et des objectifs de réduction de la pauvreté. Il conviendra de mettre l'APD française en cohérence avec les objectifs déclarés de solidarité internationale et de lutte contre la pauvreté et atteindre l'objectif fixé par l'ONU de 0,7 % du PIB national. Une taxe sur les transactions financières sera mise en place au taux de 0,05 % dédiés à la solidarité internationale.

Le fonctionnement de l'Agence française de développement (AFD) sera réformée et l'appui public, financier et institutionnel aux initiatives des ONG et à leurs partenariats avec la société civile internationale sera accru.

Il sera également mis un terme aux accords bilatéraux qui conditionnent l'aide au développement à la lutte contre l'immigration.

2 – POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIALEMENT UTILE ET ECOLOGIQUEMENT DURABLE

★ Soutenir le développement d'une agriculture paysanne auto-centrée

Le développement agricole joue un rôle primordial notamment pour assurer au continent africain l'auto-suffisance alimentaire.

La question posée est celle de techniques qui concilieraient augmentation de la productivité et respect des équilibres biologiques. Ces techniques existent. Elles ne sont pas issues de la recherche sur les modifications génétiques comme tenteraient de le faire croire les lobbies semenciers, mais

commencent à se développer dans le domaine de ce qu'on appelle l'agro-écologie.

Les pays africains doivent pouvoir mettre en place une révolution agricole adaptée à leurs besoins.

La France les aidera à lutter contre leur dépendance aux technologies du Nord, leurs dettes et leur perte d'autonomie, et sera à leurs côtés pour une révolution qui garantira les conditions de son autosuffisance alimentaire en respectant leurs équilibres naturels.

★ Respecter la souveraineté agricole des pays africains

Pour une révolution agricole de l'Afrique, il faut également que les pays puissent garantir leurs souverainetés agricoles.

Le libre-échange agricole a renforcé partout l'exode rural. Il plonge dans la pauvreté des millions de

paysan-ne-s, et il ne garantit pas la satisfaction des besoins alimentaires des populations.

Quand les paysan-ne-s malien-ne-s ou burkinabés ne peuvent plus vendre leurs productions sur les marchés locaux car elles sont concurrencées par des

produits importés et moins chers car fortement subventionnés par leurs pays d'origine (PAC, etc.), c'est non seulement un drame pour les paysan-ne-s, mais c'est également une menace pour l'indépendance du pays.

Les Etats doivent pouvoir protéger leurs paysan-ne-s, leur garantir l'accès à la terre et à un revenu, investir dans les circuits locaux de distribution et de transformation, et organiser les conditions de leur autosuffisance alimentaire.

C'est pourquoi la renégociation avec l'Union européenne des Accords de partenariat économiques (APE) Lomé/Cotonou doit être dénoncée : l'ouverture totale des frontières africaines aux produits agricoles terminerait de ruiner la petite paysannerie et risquerait d'éloigner à jamais la possibilité d'une souveraineté alimentaire. Les pays africains pourront compter sur

la France pour mettre fin aux politiques de dumping dans l'Union européenne.

La souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges mais à la priorité donnée aux exportations. Il faut donner à ces échanges un nouveau cadre qui :

- donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation ;
- autorise les Etats/Unions de décider du niveau de protection qu'ils souhaitent mettre en place pour se protéger des importations à trop bas prix ;
- autorise des soutiens publics aux paysan-ne-s, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix ;
- garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise (et de partage) de la production.

★ Agir contre la prédation des terres

Environ 10 millions d'hectares ont été vendus à des investisseurs et des projets d'accaparement des terres cultivables d'environ 20 millions d'hectares sont à l'ordre du jour : cela prive les paysan-ne-s de leurs terres et les paupérise.

Ce phénomène nouveau est largement dû à l'essor des agro-carburants. Alors que ces agro-carburants ne sont pas vraiment bénéfiques à l'environnement (émissions de gaz à effets de serre dans le processus de production, destruction des forêts primaires), ce sont les multinationales de l'agro-alimentaire, du pétrole, de l'automobile, et les banques, qui investissent, non pour trouver une solution écologique au tout pétrole, mais pour faire de cette nouvelle opportunité une nouvelle source de profits. Les grandes puissances les encouragent, et la Commission européenne en premier, qui a décidé de développer les agro-carburants jusqu'à 10 % du total des carburants produits. Mais les quantités nécessaires ne peuvent être cultivées en

Europe faute de surface agricole disponible. Aussi les industriels et multinationales se sont lancés dans la conquête des terres agricoles des pays du Sud, d'abord en Asie et Amérique Latine, aujourd'hui en Afrique.

La ruée vers cet « or vert » se fait au détriment des forêts et des terres agricoles. Avec comme conséquence la dépossession et la paupérisation de millions de paysan-ne-s dans le monde, la hausse des prix alimentaires, l'aggravation de la crise alimentaire.

Cet accaparement est aussi dû à la volonté de contrôler les ressources agricoles par certains pays déficitaires : une grande partie de ces terres sont alors dévolues à des productions non-destinées au marché local et les populations locales sont mises à l'écart et dépossédées.

Nous lutterons au niveau européen et international contre cette prédation.

★ Favoriser l'appropriation collective des richesses et des biens communs africains par les Africain-e-s

Le sous-sol et le sol africains sont riches : minerais, pétrole, gaz... Mais combien de pays et de gouvernements ont pu transformer cette richesse en facteur de développement pour leurs populations ? Dans combien d'autres cette richesse s'est-elle finalement révélée un grand malheur, encourageant la corruption des gouvernements, les liant aux intérêts des entreprises multinationales, ravageant leur biodiversité, les rendant incapables

d'imaginer un processus de développement autonome et endogène ?

La question de l'appropriation collective des biens fondamentaux comme l'eau, les forêts, les sols et les richesses du sous sol doivent pouvoir être au cœur d'un projet commun.

Nous soutiendrons, y compris au sein des instances internationales, le développement de vrais services publics dotés de moyens nécessaires afin de protéger les biens publics des privatisations

accomplies depuis plus de vingt ans au bénéfice d'intérêts économiques des pays occidentaux. De même que nous agissons pour l'extension des services publics en France, nous agissons pour que

ces services publics français coopèrent au renforcement des services publics dans les pays africains.

★ Co-inventer un nouveau modèle de développement avec les peuples africains

La planète est à bout de souffle car le capitalisme est incapable d'organiser la gestion collective des ressources naturelles. Le mode développement des pays industrialisés repose sur l'exploitation à bas prix des richesses, humaines et naturelles, des autres pays. Il ne peut donc pas servir de « modèle » généralisable à l'ensemble de la planète.

Dans le même temps, le partage des richesses s'organise dans des rapports de force mondiaux très inégaux. L'entrée de nouveaux pays dans le grand marché mondial engendre des tensions fortes sur les prix des matières premières et énergétiques qui risquent de dégénérer rapidement en conflits armés.

Dans ces conditions actuelles, l'Afrique se retrouve dans l'incapacité de peser et de s'insérer dans ce commerce mondial. Si rien n'est fait, ses ressources continueront d'être pillées. Pourtant le continent est capable d'inventer son propre modèle de

développement, qui tienne compte de l'important secteur informel et qui s'appuie sur ses richesses naturelles et humaines pour satisfaire d'abord les besoins de ses populations. Les peuples africains doivent avoir les possibilités de garantir l'autosuffisance alimentaire et énergétique, développer une industrie de transformation adaptée à leurs besoins, s'appuyer sur ses talents commerciaux pour développer un commerce régional qui garantisse leur autonomie. Le continent réussira ainsi à parler en égale avec les autres régions du monde dans les négociations internationales.

Nous pouvons pour notre part aider pour l'élaboration d'instruments de mesure et de décompte fiables, notamment dans le domaine foncier, et de statistiques démographiques et d'activités, dans un objectif de développement agricole et technique.

★ Exiger et contrôler la transparence des pratiques des grandes entreprises françaises en Afrique

Parmi les exigences à formuler, outre celles concernant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, figure celle de publier les contrats des industries extractives et des industries d'exploitation des ressources naturelles de façon à permettre aux peuples de connaître et donc de pouvoir maîtriser l'utilisation de leurs ressources.

Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires qui permettent, par le biais de grands contrats, militaires ou industriels, l'évasion de sommes colossales, (« commissions » de toutes sortes, « biens mal acquis » ...), la France agira avec détermination au niveau européen et international pour :

- établir la traçabilité des transactions financières et la transparence des mouvements de fonds et des patrimoines ;
- lutter contre l'impunité en renforçant la coopération judiciaire et fiscale entre Etats, en

favorisant un espace judiciaire européen doté d'un pôle financier ayant accès au secret bancaire.

Une autre exigence consistera à imposer à toute entreprise détentrice d'un contrat sur projet de susciter la naissance d'entreprises africaines pérennes et de créer en particulier une réseau de petites et moyennes entreprises travaillant en collaboration avec leurs homologues françaises de façon à créer un véritable tissu industriel.

Une attention particulière sera portée à l'émergence ou au renforcement de syndicats forts en lien avec leurs homologues français, en commençant par les industries extractives et les services publics délégués.

Interdiction sera faite aux entreprises françaises d'exporter leurs déchets – tout particulièrement les déchets nucléaires et chimiques – dans les pays africains et les entreprises qui ont eu recours à de telles pratiques devront être poursuivies et contraintes à réparer les dégâts humains et écologiques provoqués.

3 – CHANGER LE COURS DE LA MONDIALISATION ET SORTIR DU LIBERALISME

★ **Rendre aux pays africains l'autonomie de gestion de leur monnaie**

En Afrique francophone, le Franc CFA fut d'abord « Franc des Colonies Françaises d'Afrique » avant de devenir « Franc de la Communauté financière africaine ». Malgré l'intérêt d'être une monnaie commune régionale, il présente le grave défaut de lier les choix financiers de cette partie de l'Afrique à la BCE et à l'Europe et empêche les pays concernés d'entrer dans la construction d'une Banque centrale africaine.

Il est urgent de rendre aux banques centrales africaines francophones la gestion de la politique monétaire qui serait alors adaptée au cycle de leurs économies. Ceci s'accompagnerait d'un abandon par la France de son droit de vote et de veto dans toutes les instances de ces banques, de l'abandon de l'obligation de déposer 50% des avoirs des pays CFA à la Banque de France, ainsi que l'abandon du

pouvoir du conseil des ministres français de décider des parités et dévaluations du CFA.

Cette réforme majeure, qui peut préfigurer d'autres évolutions en lien ou non avec la proposition de l'Union africaine de créer une monnaie commune à toute l'Afrique, devrait permettre de mettre fin à la deuxième extraversion des économies africaines (la première étant les filières de rente) et autoriserait ces banques de jouer pleinement leur rôle dans le financement du développement.

Nous défendons le droit des gouvernements des pays africains, s'ils veulent bénéficier d'un minimum de moyen pour orienter les investissements publics, de prendre des mesures de contrôle des filiales des banques privées, essentiellement françaises, qui constituent souvent le seul réseau bancaire existant.

★ **Créer un rapport de force avec les structures internationales qui pillent l'Afrique**

La France sera aux côtés des pays qui cherchent à se libérer de la tutelle des institutions financières internationales et des politiques néo-libérales (FMI, Banque Mondiale, OMC, pillage des ressources avec l'aide des banques occidentales, fuite de l'épargne africaine, biens mal-acquis...) pour le renforcement de leurs souverainetés.

Nous promouvons la création d'une fiscalité internationale, base d'une redistribution de

richesses et de flux financiers plus prévisibles au service de la satisfaction des besoins humains et de la réduction des inégalités.

Nous lancerons des initiatives en commun afin de créer un environnement institutionnel international rénové dans le sens de la défense des biens communs et de l'intérêt des peuples.

★ **Appuyer les dynamiques de renforcement régional et continental**

Pour contribuer à l'intégration africaine et pour lancer de grands projets d'infrastructure à caractère transfrontalier (axes de communication ferroviaires et routiers, grands ouvrages électriques etc....), la France appuiera les dynamiques de renforcement régional qui pourront permettre de renforcer un marché suffisant et d'optimiser les investissements. Elle veillera à ce que les organisations comme l'Union africaine, la CEDEAO, etc., ne soient pas les

simples relais de l'impérialisme. Elle soutiendra les perspectives d'actions à l'échelle du continent visant à développer les coopérations Sud-Sud pour l'accès au service de base dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment.

La France jouera un rôle d'impulsion au sein des Nations-Unies pour appuyer les demandes des pays africains à occuper la place qui leur revient dans les instances décisionnaires.

★ **Audit et annulation de la dette**

Si l'on fait la différence entre les fonds perçus par les pays africains et les remboursements effectués depuis 1985, le solde s'élève à - 759 milliards de dollars. C'est donc l'équivalent de 7,5 plans Marshall que l'Afrique a payé aux pays industrialisés

depuis 20 ans par le redoutable mécanisme de la dette.

Entre 1999 et 2004, les pays qui la subissent ont remboursé en moyenne 81 milliards de dollars par an de plus que ce qu'ils ont reçu en nouveaux prêts.

Or, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) estime que cette somme serait suffisante pour garantir aux populations en 10 ans l'accès universel à l'éducation primaire, aux soins de santé de base, à l'eau potable et à une alimentation décente.

Obstacle essentiel à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la dette est profondément immorale. Sans compter qu'elle est aussi largement odieuse car souvent contractée par des régimes autoritaires et corrompus.

La France doit annuler toutes les dettes, et en particulier celles contractées par des dictatures sans que la population y consente, ce qui implique une commission parlementaire en vue d'un audit des dettes des pays africains vis-à-vis de la France.

Des règles du jeu équitables devront être formulées (protection des dépenses vitales, intégration des notions de force majeure etc...). Cela est possible, seules les dettes sociales utiles doivent être considérées comme devant être remboursées, ce qu'elles sont déjà de fait.

Afin de changer réellement de politique, l'annulation totale de la dette extérieure publique des pays africains doit se prolonger par la constitution de fonds de développement nationaux démocratiquement contrôlés par les populations locales et alimentés par différentes mesures (expropriation des biens mal acquis par les élites des pays en développement et rétrocession aux peuples, taxe sur la spéculation financière et les bénéfices des transnationales, impôt mondial exceptionnel sur les grosses fortunes, etc.).

4 – L'EMANCIPATION HUMAINE

★ L'immigration n'est pas un problème pour la France !

La grande majorité des flux migratoires se déroulent dans les pays du Sud. Nous récusons les discours et les politiques racistes et xénophobes qui utilisent comme des boucs-émissaires celles et ceux des migrant-e-s des pays d'Afrique notamment qui sont trop souvent contraint-e-s d'émigrer en Europe et qui le font fréquemment au péril de leur vie.

Nous mettrons un terme à la stigmatisation et à la criminalisation de l'immigration, nous abrogerons les loi anti-immigration mises en place au cours des dernières années ; nous procéderons à une refonte du Code de l'entrée et du séjour des étrangers (Ceseda) et du droit d'asile sur la base du respect le plus strict des droits des migrant-e-s et de la personne humaine ; nous régulariserons tou-te-s les travailleur-euse-s sans-papiers.

La procédure d'obtention des visas, procédure actuellement difficile et d'un coût élevé avec parfois une externalisation de certains services, sera revue. De plus, les dispositifs publics de soutien aux initiatives des migrant-e-s d'origine africaine

établi-e-s en France en faveur du développement de leur pays d'origine seront élargis et renforcés, dans une véritable logique de co-développement et d'inclusion sociale des populations migrantes en France.

Beaucoup d'associations villageoises contribuent au développement local et prennent souvent le relais de l'État (construction d'écoles, de lieux de soins). Elles ne le font souvent que grâce aux transferts des émigré-e-s qui contribuent beaucoup au développement de leur pays d'origine. Les commissions bancaires imposées aux migrant-e-s pour les transferts d'argent destinés au développement de leur région – dont le volume actuel est plus de 3 fois supérieur à l'Aide publique française au Développement – seront contrôlées, via la mise en place de structures publiques pour le co-développement.

Enfin, la décrystallisation totale des pensions des anciens combattants sera mise en œuvre.

★ Soutenir les politiques d'éducation et d'enseignement supérieur ; favoriser l'enrichissement réciproque de nos cultures

La politique de l'« immigration choisie », en organisant la fuite des « cerveaux » africains (médecins et infirmières, ingénieurs et cadres, professeurs...) prive l'Afrique d'un facteur de développement essentiel.

Nous favoriserons la coopération scientifique et universitaire entre l'Afrique et l'Europe pour renforcer des systèmes africains d'éducation qui ont été parmi les secteurs les plus attaqués par les plans d'ajustement structurel.

Nous participerons aussi à créer les conditions de réinstallation, dans des conditions correctes et dans le cadre de projets de développement structurés, des cadres installé-e-s en France par nécessité et qui souhaitent rentrer dans leurs pays d'origine. Loin des « sommets de la francophonie » qui ont servi longtemps à maintenir des liens de domination entre la France et ses anciennes colonies, la

promotion et le partage de la langue française peuvent être utilisés comme une passerelle entre les cultures.

Un projet important de valorisation des relations culturelles sera mis en œuvre, ainsi que celle de l'histoire des immigrations africaines successives qui ont participé à l'histoire de France afin de lui reconnaître la place qui lui revient.

★ Regarder en face notre histoire

Des commissions d'enquête parlementaire devront faire la lumière sur les responsabilités de la France dans les atrocités commises durant la colonisation (par exemple Cameroun et Madagascar). Elles enquêteront sur les implications de la France dans les actes de génocide (Rwanda), coups d'Etat et renversements militaires (Côte d'Ivoire, assassinat de Thomas Sankara, Mauritanie...) en Afrique.

Seule la vérité du discours permettra, grâce à un soutien accru au travail des historien-ne-s et des scientifiques, de dépasser les problèmes récurrents qui empêchent un développement concerté entre les pays africains et la France mais aussi de renforcer le vivre ensemble et l'intégration dans la République française des descendant-e-s des immigrations successives.

CONCLUSION

Comme le dit la conclusion de « L'humain d'abord », le programme du Front de Gauche : « Le monde fou que nous avons sous les yeux est le résultat de la domination accrue du capital financier sur le monde,... ». Ce résultat est encore plus visible en Afrique, car là il se traduit directement par des centaines de milliers de morts, de faim, d'absence de soins, de guerres provoquées pour le contrôle des richesses et des matières premières...

Une nouvelle politique de la France avec les pays africains est donc un impératif de grande importance. Il s'agit vraiment de « s'engager pour de nouvelles relations internationales fondées sur le respect des souverainetés populaires, sur des coopérations mutuellement profitables entre les peuples, sur la primauté des normes sociales et environnementales sur celles de la finance et du commerce ». C'est cet objectif que le Front de gauche entend réaliser.

The image features a large, dark grey oval in the center containing the website address. This oval is overlaid on a larger, semi-transparent olive green oval. Above the olive green oval is a light grey oval. Several small colored circles (red, purple, orange) are scattered around the composition. At the bottom, a white silhouette of a crowd with raised arms and flags is visible against a grey background.

WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR

**FRONT
DE GAUCHE**

Parti Communiste Français / Parti de Gauche / Gauche Unitaire /
La Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique / République et Socialisme /
Convergences et Alternative / Parti Communiste des Ouvriers de France